

CHAPITRE V. — *De la comptabilité
et des finances de l'Institut*

Art. 22. La subvention annuelle accordée à l'Institut est inscrite au budget général des dépenses - section 23 - Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 23. La loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 25. Notre Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi et de la Politique d'égalité des chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
chargée de la Politique d'égalité des chances
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget,
J. VAN DE LANOTTE

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,
J. VAN DE LANOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2003 — 1194

[C - 2003/12136]

19 MARS 2003. — Arrêté royal relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management au sein de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté vise à régler les modalités de désignation et d'exercice des fonctions de management au sein de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes créé par la loi du 16 décembre 2002.

Cet Institut, doté du statut d'organisme public de catégorie B, aura pour mission générale de veiller au respect de l'égalité des femmes et des hommes, de combattre toute forme de discrimination et d'inégalité basée sur le sexe et d'élaborer des instruments et stratégies fondés sur l'approche intégrée de la dimension de genre.

La loi du 16 décembre 2002 prévoit que l'Institut est doté d'un conseil d'administration et d'une direction.

Cette direction sera nommée et exercera son mandat selon la philosophie et les règles à la base de la réforme de l'administration fédérale. La direction, composée d'un-e directeur-trice et d'un-e directeur-trice adjoint-e, sera désignée à l'issue d'une procédure de sélection semblable à celle prévue pour les fonctions de management à attribuer au sein des services publics fédéraux. Les conditions de base en matière d'années d'expérience ou de diplômes pour postuler à une fonction de management n-1 et n-2 seront les mêmes que celles imposées pour les services publics fédéraux.

Deux différences sont toutefois observées. La première découle du fait que, contrairement à la situation dans les services publics fédéraux, la direction de l'Institut ne dépendra pas seulement et directement d'un Ministre mais devra rendre des comptes à un conseil d'administration. Dès lors, vu le rôle du conseil d'administration dans la gestion de l'Institut, celui-ci sera consulté à toutes les phases de la procédure de désignation de la direction. Il aura également un avis à donner en ce qui concerne l'évaluation du travail de la direction ou si cette dernière souhaite mettre fin prématurément à son mandat.

HOOFDSTUK V. — *Over de boekhouding
en de financiën van het Instituut.*

Art. 22. De jaarlijkse subsidie toegestaan aan het Instituut is ingeschreven op de algemene uitgavenbegroting - sectie 23 - van de Federale Overheidsdienst Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal Overleg.

HOOFDSTUK VI. — *Slobepalingen*

Art. 23. De wet van 16 december 2002 houdende de oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen treedt in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 25. Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Werkgelegenheid en van Gelijke Kansenbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
belast met het Gelijke Kansenbeleid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting,
J. VAN DE LANOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DE BOSSCHE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2003 — 1194

[C - 2003/12136]

19 MAART 2003. — Koninklijk besluit met betrekking tot de aanduiding en de uitoefening van managementfuncties binnen het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit besluit beoogt het vastleggen van de nadere regels met betrekking tot de aanduiding en de uitoefening van managementfuncties binnen het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, dat opgericht werd door de wet van 16 december 2002.

Dit Instituut, dat het statuut heeft van een openbaar organisme van categorie B, zal als algemene opdracht hebben het waken over het respecteren van de gelijkheid van vrouwen en mannen, het bestrijden van elke vorm van discriminatie en ongelijkheid gebaseerd op het geslacht en het ontwikkelen van instrumenten en strategieën, gebaseerd op de geïntegreerde benadering van de genderdimensie.

De wet van 16 december 2002 voorziet dat het Instituut voorzien wordt van een raad van bestuur en van een directie.

Deze directie zal benoemd worden en haar mandaat uitoefenen volgens de filosofie en de regels van de hervorming van de federale administratie. De directie, bestaande uit een directeur(trice) en een adjunct-directeur(trice), zal aangeduid worden na een selectieprocedure die gelijkaardig is aan die voorzien voor de managementfuncties die te begeven zijn binnen de federale overheidsdiensten. De basisvoorwaarden op het vlak van het aantal jaren ervaring of van diploma's om te solliciteren voor een managementfunctie n-1 en n-2, zullen dezelfde zijn als die welke opgelegd worden voor de federale overheidsdiensten.

Er zijn wel twee verschillen te noteren. Het eerste verschil voort uit het feit dat, in tegenstelling met de situatie in de federale overheidsdiensten, de directie van het Instituut niet uitsluitend en rechtstreeks zal afhangen van een Minister, maar wel verantwoording zal moeten afleggen aan een raad van bestuur. Gezien de rol van de raad van bestuur bij het beheren van het Instituut, zal deze bijgevolg geraadpleegd worden bij elke fase van de procedure van aanduiding van de directie. De raad van bestuur zal eveneens een advies moeten geven over de evaluatie van het werk van de directie of, indien deze laatste daartoe de wens uitspreekt, voortijdig een einde maken aan haar mandaat.

La seconde différence découle du caractère collégial de la direction. La direction sera composée de deux personnes occupant respectivement une fonction de management n-1 et une fonction de management n-2. Ces personnes seront toutefois chargées collégalement de la gestion de l'Institut et devront travailler en bonne intelligence. Dès lors, la procédure de sélection sera organisée conjointement de manière à permettre de recruter la meilleure équipe possible. Il reviendra donc au à la Ministre compétent-e de proposer simultanément le(la) directeur(trice) et son adjoint(e) après consultation du conseil d'administration.

En ce qui concerne les modalités d'exercice du mandat de la direction, celle-ci devra rédiger un plan de management et un plan opérationnel tandis que la détermination de la stratégie sera du ressort du conseil d'administration de l'Institut.

Commentaire des articles

Les articles 1^{er} et 2 déterminent le nombre et la qualité des fonctions de management de l'Institut. L'institut sera dirigé conjointement par un-e directrice-trice occupant une fonction de management n-1 et par un-e directeur-trice adjoint-e occupant une fonction de management n-2. A l'exception des dispositions dérogatoires contenues dans le présent arrêté, il est précisé que ces fonctions de management suivent les règles déterminées par l'arrêté royal du 29 octobre 2001 pour l'ensemble de l'administration fédérale.

L'article 3 règle la manière dont la sélection de la direction est organisée. C'est au (à la) Ministre compétent(e) qu'il revient de faire des propositions pour les deux fonctions de management à conférer simultanément mais à chaque étape de la sélection, une procédure de consultation du conseil d'administration de l'Institut est organisée.

L'article 4 fixe les modalités de nomination de la direction et la durée du mandat. Ici encore, la proposition émane du(de la) Ministre compétent(e) après consultation du conseil d'administration de l'Institut.

L'article 5 règle la question de l'élaboration des plans de management et opérationnel. La direction doit établir dans les trois mois qui suit sa nomination un plan de management et un plan opérationnel sur la base des grandes orientations stratégiques déterminées par le conseil d'administration de l'Institut. Le conseil d'administration peut discuter ce plan et doit le transmettre au(à la) Ministre compétent(e) qui est chargé(e) de l'approuver. Le conseil d'administration ainsi que le(la) Ministre compétent(e) ont donc la faculté d'amender la proposition faite si elle ne leur convient pas. Ces amendements peuvent se faire soit avant la transmission au Ministre, soit après. En cas de désaccord, une discussion intervient sur la politique à mener et des adaptations éventuelles peuvent être adoptées de commun accord.

Les articles 6 et 7 déterminent les modalités d'évaluation et de fin anticipée du mandat de la direction.

L'article 8 fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté tandis que l'article 9 charge la Ministre de la Politique d'égalité des chances de son exécution.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteurs,

La Ministre de l'Emploi,
chargée de la Politique d'égalité des chances,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

Het tweede verschil vloeit voort uit het collegiale karakter van de directie. De directie zal bestaan uit twee personen die respectievelijk een managementfunctie n-1 en een managementfunctie n-2 bekleden. Deze personen zullen echter collegiaal belast worden met het beheer van het Instituut en zullen goed met elkaar moeten samenwerken. De selectieprocedure zal dus tegelijkertijd georganiseerd worden, zodat het best mogelijke team kan aangeworven worden. Het zal dus aan de bevoegde Minister toekomen om tegelijk de directeur(trice) en zijn-(haar) adjunct voor te stellen, na raadpleging van de raad van bestuur.

Voor wat de nadere regels voor het uitoefenen van het directie mandaat betreft, zal deze een managementplan en een operationeel plan moeten opstellen, terwijl het bepalen van de strategie onder de bevoegdheid van de raad van bestuur van het Instituut valt.

Artikelsgewijze bespreking

De artikelen 1 en 2 stellen het aantal en de kwaliteit vast van de managementfuncties van het Instituut. Het Instituut zal gemeenschappelijk geleid worden door een directeur(trice) die een managementfunctie n-1 bekleedt en door een adjunct-directeur(trice) die een managementfunctie n-2 bekleedt. Met uitzondering van de afwijkende bepalingen die in dit besluit vermeld worden, wordt er verduidelijkt dat de managementfuncties de regels volgen die vastgelegd zijn voor de hele federale administratie door het koninklijk besluit van 29 oktober 2001.

Artikel 3 regelt de wijze waarop de selectie van de directie georganiseerd is. Het behoort aan de bevoegde Minister toe om voorstellen te doen voor de twee managementfuncties, die gelijktijdig te begeven zijn, maar bij elke etappe van de selectie wordt er een raadplegingsprocedure van de raad van bestuur georganiseerd.

Artikel 4 legt de nadere regels vast voor de aanduiding van de directie en de duur van het mandaat. Ook hier komt het voorstel van de bevoegde Minister, na raadpleging van de raad van bestuur van het Instituut.

Artikel 5 regelt het opstellen van het management- en operationeel plan. De directie moet binnen de drie maanden die volgen op haar benoeming een managementplan en een operationeel plan opstellen, op basis van de voornaamste strategische oriëntaties die vastgelegd werden door de raad van bestuur van het Instituut. De raad van bestuur mag een discussie aangaan over dit plan en moet het doorgeven aan de bevoegde Minister, die belast is met de goedkeuring ervan. De raad van bestuur en de bevoegde Minister hebben dus de mogelijkheid om het gedane voorstel te amenderen indien het hen niet bevalt. Deze amendementen kunnen ofwel voor het doorgeven aan de Minister gebeuren ofwel daarna. Indien er geen akkoord bereikt wordt, zal er discussie volgen over het te voeren beleid en kunnen er in gemeenschappelijk akkoord eventueel wijzigingen aangebracht worden.

De artikelen 6 en 7 leggen de nadere regels vast voor de evaluatie en het voortijdig beëindigen van het mandaat van de directie.

Artikel 8 legt de datum van de inwerkingtreding van dit besluit vast, terwijl artikel 9 de Minister van het Gelijke Kansenbeleid belast met de uitvoering ervan.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Werkgelegenheid,
belast met het Gelijke-Kansenbeleid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

19 MARS 2003. — Arrêté royal relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management au sein de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 janvier 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 23 janvier 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, donné le 24 janvier 2003;

Vu le protocole de négociation du 29 janvier 2003 du comité de secteur XI « Emploi et Travail »;

Vu l'extrême urgence motivée par la publication imminente de la loi tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme;

Vu que sur cette base, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme pourra recevoir et instruire des plaintes relatives à des faits de discrimination sur la base des motifs visés par la loi, à l'exception des discriminations fondées sur le sexe;

Etant donné que le Centre est déjà confronté à des cas de discriminations fondées sur le sexe et pour lequel il n'est pas compétent;

Etant donné qu'il revient à l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes de recevoir et d'instruire ce type de plaintes;

Etant donné qu'il convient de faire en sorte que l'Institut et le Centre soient à même de remplir tous les deux leurs missions au risque d'introduire une différence de traitement dans les plaintes selon le motif de discrimination;

Considérant que la loi portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes prévoit le transfert du personnel de la Direction de l'égalité des chances du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

Considérant qu'il importe dès lors d'inscrire la création de l'Institut dans le calendrier général de la réforme du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale en cours actuellement;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi, chargée de la Politique d'égalité des chances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Des fonctions de management*

Article 1^{er}. Au sein de l'Institut, est institué une direction composée de :

— un(e) directeur-trice occupant une fonction de management N-1;

— un(e) directeur-trice adjoint(e) occupant une fonction de management N-2.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les règles fixées dans l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatives à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux sont applicables.

CHAPITRE II. — *De la sélection, du recrutement et de la désignation des titulaires des fonctions de management*

Art. 3. § 1^{er}. La description de la fonction et le profil de compétence déterminant les compétences et les aptitudes relationnelles et de management des candidats aux deux fonctions de management à conférer au sein de l'Institut sont déterminés par le(la) Ministre compétent(e), après avis du conseil d'administration de l'Institut.

13 MAART 2003. — Koninklijk besluit met betrekking tot de aanduiding en de uitoefening van managementfuncties binnen het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 december 2002 houdende de oprichting van een Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 januari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 23 januari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen, gegeven op 24 januari 2003;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 29 januari 2003 van het comité van sector XI «Tewerkstelling en Arbeid»;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid wegens de nakende publicatie van de wet ter bestrijding van de discriminatie die de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijke kansen en racismebestrijding wijzigd;

Gelet op het feit dat op deze basis het Centrum voor gelijke kansen en racismebestrijding klachten zal kunnen ontvangen en onderzoeken die betrekking hebben op discriminerende feiten op basis van de motieven bedoeld door de wet, met uitzondering van discriminaties die gebaseerd zijn op het geslacht;

Overwegende dat het Centrum reeds geconfronteerd wordt met discriminaties op basis van het geslacht, waarvoor het niet bevoegd is;

Overwegende dat het aan het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen toekomt om dit soort klachten te ontvangen en te onderzoeken;

Overwegende dat het nodige moet gedaan worden om het Instituut en het Centrum in staat te stellen om allebei hun opdrachten uit te voeren, omdat anders de kans bestaat dat er verschillen ontstaan in het behandelen van de klachten naargelang het motief van de discriminatie;

Overwegende dat de wet houdende de oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen de overgang voorziet van het personeel van de Directie van de gelijke kansen van de Federale Overheidsdienst Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal Overleg;

Overwegende dat het dus belangrijk is dat de oprichting van het Instituut ingeschreven wordt op de algemene kalender van de hervorming van de Federale Overheidsdienst Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal Overleg, die nu bezig is;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid, belast met het Gelijke Kansenbeleid en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Over de managementfuncties*

Artikel 1. Binnen het Instituut wordt een directie opgericht bestaande uit :

— een directeur/directrice die een managementfunctie van niveau N-1 bekleedt;

— een adjunct-directeur/directrice die een managementfunctie van niveau N-2 bekleedt.

Art. 2. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van dit besluit, zijn de regels vastgelegd in het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten van toepassing.

HOOFDSTUK II. — *Over de selectie, de aanwerving en de aanwijzing van de titularissen van de managementfuncties*

Art. 3. § 1. De beschrijving van de functie en van het competentieprofiel, tot vaststelling van de competenties, en de relationele en managementbekwaamheid van de kandidaten voor de twee managementfuncties die binnen het Instituut te bekleden zijn worden vastgelegd door de bevoegde Minister, na advies van de raad van bestuur van het Instituut.

§ 2. Les profils des membres de chaque commission de sélection pour les deux fonctions de management à conférer sont déterminés par l'administrateur délégué de SELOR, en concertation avec le(la) Ministre compétent(e) et après avis du conseil d'administration de l'Institut. Ces membres sont choisis en fonction de leur connaissance des compétences spécifiques à la fonction.

§ 3. SELOR, Bureau de sélection de l'autorité fédérale, transmet les résultats des analyses comparatives du rôle linguistique néerlandais et du rôle linguistique français au(à la) Ministre compétent(e).

Art. 4. La direction est nommée par Nous, sur proposition du(de la) Ministre compétent(e) et après avis du conseil d'administration, pour un mandat de 6 ans renouvelable.

CHAPITRE III. — *Des modalités de l'exercice des fonctions de management*

Art. 5. § 1^{er}. Dans les trois mois qui suivent sa désignation, la direction transmet au conseil d'administration un projet de plan de management et un projet de plan opérationnel.

§ 2. Le plan de management et le plan opérationnel comportent au moins la description des éléments prévus à l'article 11 de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 précité.

§ 3. Le projet de plan de management et le plan opérationnel sont établis par la direction sur la base des informations sur les grandes orientations stratégiques transmises par le conseil d'administration.

§ 4. Le conseil d'administration dispose d'un délai d'un mois avant de transmettre les plans au(à la) Ministre compétent(e) qui dispose à son tour d'un mois pour les approuver.

CHAPITRE IV. — *De l'évaluation et de la fin du mandat des titulaires des fonctions de management*

Art. 6. La direction est évaluée par le(la) Ministre compétent(e), après avis du conseil d'administration. Cet avis est donné dans le mois.

Art. 7. Si la direction demande qu'il soit mis fin à son mandat, un préavis de six mois maximum est requis si le/la Ministre compétent/e marque son accord, après avis du conseil d'administration. Cet avis est donné dans le mois.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Vice-Première Ministre, Ministre de l'Emploi, chargée de la Politique d'égalité des chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 maart 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
chargée de la Politique d'égalité des chances,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

§ 2. Het profiel van de leden van elke selectiecommissie voor de twee te bekleden managementfuncties worden vastgelegd door de gedelegeerd bestuurder van SELOR, dit in overleg met de bevoegde Minister, en na advies van de raad van bestuur van het Instituut. Deze leden worden gekozen in functie van hun kennis van de specifieke bevoegdheden voor de functie.

§ 3. SELOR, het selectiebureau van de Federale Overheid, stuurt de resultaten van de vergelijkende Nederlandstalige en Franstalige analyse door naar de bevoegde Minister.

Art. 4. De directie wordt door Ons benoemd voor een hernieuwbaar mandaat van 6 jaar, op voorstel van de bevoegde Minister en na advies van de raad van bestuur.

HOOFDSTUK III. — *Over de uitoefeningsmodaliteiten van de managementfuncties*

Art. 5. § 1. Binnen de drie maand na zijn of haar benoeming, legt de directie aan de raad van bestuur een ontwerp van managementplan en een ontwerp van operationeel plan voor.

§ 2. Het managementplan en het operationeel plan bevatten minstens de beschrijving van de elementen bedoeld in artikel 11 van het voormelde koninklijk besluit van 29 oktober 2001.

§ 3. Het ontwerp van managementplan en het operationele plan worden opgesteld door de directie, op basis van de informatie betreffende de belangrijke strategische oriëntaties die doorgegeven worden door de raad van bestuur.

§ 4. De raad van bestuur beschikt over een termijn van een maand alvorens de plannen door te geven aan de Minister, die op zijn/haar beurt over een maand beschikt om ze goed te keuren.

HOOFDSTUK IV. — *Over de evaluatie en het einde van het mandaat van de titularissen van de managementfuncties*

Art. 6. De directie wordt geëvalueerd door de bevoegde Minister, na advies van de raad van bestuur. Dit advies wordt binnen de maand verstrekt.

Art. 7. Indien de directie vraagt om een einde aan haar mandaat te maken, is een vooropzeg van maximum zes maanden vereist indien de bevoegde Minister, na advies van de raad van bestuur, akkoord gaat. Dit advies wordt binnen de maand verstrekt.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de dag van de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Werkgelegenheid, belast met het Gelijke-Kansenbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 19 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
belast met het Gelijke Kansenbeleid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2003 — 1194 (2003 — 748) [2003/200558]

6 FEVRIER 2003. — Arrêté ministériel modifiant, en ce qui concerne l'usage de la notion « résidence principale », l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage. — Erratum

Moniteur belge n° 59 du 24 février 2003, page 8848, texte français, point 2°, lire comme suit :

« 2° à l'alinéa 2, les mots "réside habituellement" sont remplacés par les mots "dont la résidence principale se situe" ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2003 — 1194 (2003 — 748) [2003/200558]

6 FEBRUARI 2003. — Ministerieel besluit tot wijziging, wat het gebruik van het begrip « hoofdverblijfplaats » betreft, van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 59 van 24 februari 2003, bladzijde 8848, Franse tekst, punt 2°, lezen als volgt :

« 2° à l'alinéa 2 les mots "réside habituellement" sont remplacés par les mots "dont la résidence principale se situe" ».